Edward Cohn, The High Title of a Communist: Postwar Party Discipline and the Values of the Soviet Regime

Juliette Cadiot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/10177>

DOI : 10.4000/monderusse.10177

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2017

Pagination : 731-733

ISBN : 978-2-7132-2698-4

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Juliette Cadiot, « Edward Cohn, The High Title of a Communist: Postwar Party Discipline and the Values of the Soviet Regime », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 58/4 | 2017, mis en ligne le 01 octobre 2017, consulté le 13 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/10177> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.10177>

Edward COHN

The High Title of a Communist

Postwar Party Discipline and the Values of the Soviet Regime

DeKalb : Northern Illinois University Press, 2015, 260 p., 21 illus.

Dans cet ouvrage issu de sa thèse, Edward Cohn présente une histoire du Parti communiste soviétique dans l'après-guerre, depuis 1945 jusqu'à l'éviction de Hruščev en 1964. Ce travail pionnier éclaire sur un temps relativement long, la reconfiguration de la société soviétique après la guerre. Tenter de cerner ce qu'impliquait le statut de membre du parti communiste constitue une entreprise d'autant plus bienvenue que les études sur le parti et la bureaucratie soviétiques sont relativement anciennes. Edward Cohn analyse en particulier le travail des instances de discipline à travers les archives de la commission de contrôle (KPK). La démarche choisie permet d'approcher à la fois la mécanique institutionnelle, ses procédures complexes et les pratiques concrètes des bureaucrates soviétiques, telles que les décrivent les travaux des commissions disciplinaires. Dans l'après-guerre, les membres du parti durent apprendre à tenir leur rang en obéissant à de nouvelles injonctions morales. Sur la période, six à sept millions d'entre eux firent l'objet d'une procédure disciplinaire, variant selon une échelle complexe de la simple réprimande à l'exclusion.

Le parti évolua sociologiquement : le nombre d'ouvriers prolétaires était en baisse. Dépouillé des vieux bolcheviks quasiment disparus au cours des purges des années 1920-1930, il demeura formé d'une majorité d'hommes, assignés aux nouvelles tâches d'administration de l'État victorieux, des employés, ingénieurs, managers, militaires. Restant un parti d'élite, il réunissait trois à cinq pour cent de la population soviétique (mais 10 % de la population masculine), il vit le nombre de ses adhérents doubler dans la période considérée. Ces derniers vécurent dans une relative tranquillité au regard des années précédentes, notamment de la Grande Terreur dont le souvenir continua pourtant de les hanter. La pratique des purges collectives (ayant certaines années abouti à l'expulsion de dix pour cent des membres du parti) fut remplacée à partir de 1939 par des procédures individualisées et jamais plus de trois pour cent du parti ne perdirent leur carte de membre dans l'après-guerre.

Pourtant, le parti communiste continua d'exclure des centaines de milliers de ses membres, notamment dans les années qui suivirent immédiatement l'arrêt des hostilités, mais en raison de principes nouveaux. Mauvais comportements en famille, alcoolisme, corruption, enrichissement personnel, ou bien plus simplement non-paiement répété des cotisations sont à l'origine des blâmes et expulsions, bien plus que les entorses à la ligne politique. À l'exception de la période de purges des collaborateurs nazis, puis de la déstalinisation, la déloyauté politique ne constitua plus un motif de punition. Dans l'après-guerre, le parti exigea l'intériorisation d'impératifs moraux nouveaux visant à encadrer la vie quotidienne de ses membres. Moins répressif, il devint plus intrusif, en particulier la sphère des comportements familiaux entra dans l'orbite de son entreprise de faire du communiste, l'incarnation, le modèle du bon citoyen soviétique. Cet idéal se heurtait à la réalité des pratiques

économiques et culturelles d'une population encore soumise dans les années d'après-guerre aux pénuries et au deuil, après les terribles années de guerre.

Au sortir du conflit, l'organisation sociale et économique fut complètement bouleversée par les pertes, destructions et disparitions et la remise en ordre voulue par la direction stalinienne se caractérisa par une nouvelle campagne répressive. Elle visa d'abord à dénicher les anciens prisonniers de guerre ou personnes ayant vécu en territoires occupés, accusés de collaboration ou simplement de passivité (150 000 membres du parti furent expulsés pour ces raisons). Elle s'intéressa ensuite aux acteurs économiques qui, à la faveur de la guerre, avaient organisé leurs actions hors des règles strictes de l'économie planifiée. Les décrets sur l'indiscipline au travail datant de la guerre et ceux sur la punition du vol promulgués en 1947 eurent des effets immédiats sur la hausse des détenus du Goulag qui connut ses plus hautes eaux avant son démantèlement après la mort de Stalin en 1953. Les membres du parti furent aussi victimes de cette vague répressive, mais selon des modalités particulières. À la répression pénale s'ajoutaient les procédures disciplinaires propres au parti (qu'Edward Cohn détaille dans le premier chapitre) selon une hiérarchie de réprimandes, blâmes, pouvant aller jusqu'à l'exclusion, stigmatisme social que seules les procédures d'appels permettaient de réparer (l'expulsion signifiait la mort sociale du réprouvé). Ces dernières pouvaient aussi permettre aux communistes inculpés de tenter d'échapper à la poursuite pénale en opposant les impératifs du parti à ceux de la justice ordinaire.

Dans un premier chapitre, Edward Cohn détaille le rôle assigné aux membres du parti avant de se consacrer aux purges de l'après-guerre, des collaborateurs (chapitre 2) et des délinquants économiques (chapitre 4). Il étudie en outre l'impact de la déstalinisation dans le parti, à la fois dans son entreprise de réhabilitation des anciens cadres purgés, notamment au cours de la Grande Terreur, et dans son intention de remettre en cause des acteurs de la répression stalinienne (chapitre 3). Enfin, les deux derniers chapitres traitent des techniques de discipline du parti visant le bon comportement en famille et à limiter la consommation d'alcool (chapitres 5 et 6).

L'image du parti qui résulte de ce travail est conforme aux évolutions que connaît l'ensemble de la société communiste dans l'après-guerre, qui fut à la fois moins terrorisée, mais plus soumise à une pression disciplinaire. Plus réactionnaire, cette société était aussi largement déviante dans ses comportements économiques et quotidiens. L'auteur met en évidence l'écheveau des contraintes d'une institution qui jouait un rôle central dans l'organisation d'un système social et économique complexe. Il décrit précisément l'importance que revêtait pour les individus l'appartenance au parti dans une période d'intense mobilisation politique. La place singulière que jouèrent les membres du parti qui jouissaient d'un pouvoir plus large que les citoyens ordinaires, notamment en termes d'accès aux ressources économiques et politiques, est ainsi documentée par une série d'exemples. Bien que concentrant son étude sur le parti lui-même et ses procédures internes, l'ouvrage permet d'apprécier les relations que le parti entretenait avec d'autres institutions, d'État et de régulation, comme la justice, la police politique, la commission de contrôle d'État. Néanmoins, des descriptions comprenant les discussions sur des

affaires courantes ou criminelles (qu'il aurait été possible d'accompagner d'extraits de confrontations orales), manquent parfois pour approcher au plus près d'une culture politique propre au régime communiste à différentes échelles. Elles auraient permis de singulariser et de caractériser les motifs propres au parti, mais aussi et surtout le jeu subtil de ses réseaux et des configurations prises par ses ramifications dans l'appareil d'État.

Juliette Cadiot

Cercec, EHESS